

Micro-tendu du Président de la République à bord du porte-avions Charles de Gaulle.

Journaliste

Bonjour, Monsieur le Président. Vous avez détaillé tout à l'heure à Chypre l'étendue des moyens déployés par la France dans la région. Le Charles de Gaulle, concrètement, quelles vont être ses missions ? Et vous avez cité la Mer Rouge, le détroit d'Ormuz, concrètement, à terme est-ce que le Charles de Gaulle a vocation à débloquent le détroit d'Ormuz et à aller en mer rouge ?

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup d'être là. D'abord, j'ai beaucoup de reconnaissance pour l'ensemble de l'équipage. Vous savez, on est aujourd'hui sur notre porte-avion. Le Charles de Gaulle, il était, il y a quelques jours, à Malmö, donc, en Atlantique Nord, à mener des opérations en lien avec nos partenaires. Et la frégate qui est derrière nous, la Bretagne, était, il y a quelques semaines, au Groenland pour assurer les missions qu'on lui avait données, être aux côtés de nos alliés pour la sûreté et la sécurité dans cette région. Ça montre notre capacité de projection quand on le décide.

Il y a, en effet, quelques jours, j'ai pris la décision de demander au groupe aéronaval de venir en Méditerranée orientale. Pourquoi ? Parce qu'il y a maintenant une semaine, la guerre a commencé dans la région. Les frappes d'Israël et des États-Unis d'Amérique sur l'Iran, les répliques de l'Iran et les bombardements de beaucoup de pays de la région, beaucoup étant liés à nous-mêmes. Et donc, faire revenir le porte-avions avec l'ensemble des frégates qui l'accompagnent, avoir l'ensemble de ses forces, c'est à la fois pour nous une évidence et ce qui va nous permettre d'agir.

D'abord parce que nous avons des ressortissants dans la région. On a, ces derniers jours et encore ces dernières heures, permis à beaucoup de nos compatriotes de passage en vacances ou les plus vulnérables de revenir, à travers des rotations militaires, des avions affrétés et l'ouverture d'avions de compagnie aérienne de la région. Néanmoins, nous pouvons être confrontés à des situations d'urgence et il est important de pouvoir opérer. Donc, le porte-avions, avec aussi les portes hélicoptères amphibies, nous allons en déployer deux au total dans l'ensemble de ces opérations, et les frégates vont nous permettre, en lien avec les autres Européens, d'organiser, de prévoir, de planifier des opérations d'évacuation de rapatriements s'il devait y en avoir. Ça, c'est la première chose, protéger nos compatriotes dans une région qui s'est embrasée.

La deuxième chose, c'est que nous avons des accords de défense avec beaucoup de pays qui sont aujourd'hui attaqués. Alors, on a réagi tout de suite, on a envoyé des rafales, des systèmes de défense antiaérien. Vous étiez ce matin à Chypre, on a vu les systèmes Mistral, on a envoyé plusieurs autres, à Chypre évidemment, aux Émirats arabes unis, au Qatar, au Koweït, à l'Arabie saoudite. On envoie aussi des systèmes en Jordanie ou en Irak, pour les aider à se protéger. Et l'ensemble des moyens maritimes que nous sommes en train de déployer vont peut-être participer à ces missions purement défensives. On est aux côtés de nos amis et nos alliés.

Et puis, la troisième chose, c'est la liberté de navigation et la sûreté maritime. C'est de permettre la libre circulation de ce qui fait le commerce international et de ce qui fait aussi la circulation du pétrole et du gaz. Là-dessus, avec notre porte-avion et les moyens qui se déploient autour, on se donne des options pour pouvoir intervenir le moment voulu. D'abord, donc, assurer la libre circulation en Méditerranée orientale. C'est pour ça que, dans un premier temps, il rejoindra la frégate Languedoc, qui depuis plusieurs jours est déployée au large de Chypre. Ensuite, la circulation en mer rouge du canal de Suez à Bab-el-Mandeb. Et là, nous avons une mission qui est structurée parmi les Européens, qui s'appelle la mission Aspides. Donc, cette mission, nous y déléguons environ deux frégates. En tout cas, on a prévu dans la durée de pouvoir faire cela. Elle est coordonnée par nos amis grecs et on est avec les Italiens, les Grecs, les Néerlandais et plusieurs autres. Elle permet d'escorter les bateaux. Aujourd'hui, les portes-conteneurs qui passent ne sont pas menacées. Il y a 18 mois de cela, ils l'étaient et on escortait ces portes-conteneurs. On se met en situation de le faire s'il y avait une reprise de l'hostilité, en particulier parce que là, ce sont les houthis, qui, comme vous le savez, sont des groupes terroristes proches de l'Iran, qui pourraient reprendre leurs activités.

Et puis, le troisième théâtre important pour la liberté de circulation, c'est le fameux détroit d'Ormuz. Il est aujourd'hui de fait fermé. C'est partie des choses que j'ai demandées hier au Président Pezeckhian, le président de la République islamique d'Iran. Aujourd'hui, les frappes ne permettent pas d'envisager une réouverture à court terme. C'est un théâtre de guerre. Mais quand les circonstances le permettront, ce que nous sommes en train de concevoir, c'est au fond une mission intergouvernementale, c'est-à-dire avec plusieurs pays. On a plusieurs Européens qui sont prêts à le faire avec nous. On a les Indiens avec qui on en parlé. On a d'autres pays asiatiques qui sont frappés par les conséquences de ce qui se passe. L'objectif, ce serait, quand il y a une baisse de ces conflits, de manière totalement pacifique, de pouvoir escorter des tankers, des portes-conteneurs et de rouvrir la route du gaz et du pétrole en sortie d'Ormuz pour aller alimenter les marchés mondiaux, et puis la route aussi des portes-conteneurs pour alimenter beaucoup de pays de la région qui, aujourd'hui, sont en train de manquer de certaines denrées ou de certains éléments.

Journaliste

Et là le Charles de Gaulle pourrait intervenir ?

Emmanuel MACRON

C'est une mission, par exemple, qu'il a accomplie, en tout cas son prédécesseur, il y a maintenant 40 ans, dans ce qu'on a appelé la guerre des tankers. Il ne le ferait pas seul, ça se ferait avec plusieurs autres pays et ça se ferait dans un moment où, en tout cas, le cadre doit être clair avec les parties prenantes. Ce n'est pas dans une mission offensive, c'est dans une mission d'accompagnement. Au moment où je vous parle, les conditions ne sont pas remplies, mais nous nous mettons en situation de pouvoir le faire en temps voulu.

Journaliste

De manière générale, monsieur le Président, est-ce que vous êtes surpris, vous avez parlé hier avec le président iranien, par la ténacité de la réponse iranienne et puis côté américain, israélien, là aussi, vous avez des échanges fréquemment. Est-ce que vous pensez, dans les échanges que vous avez avec eux, que cette guerre est partie pour durer ?

Emmanuel MACRON

Nous nous mettons en situation de pouvoir durer et je pense que rien n'indique que cette guerre cessera dans les jours à venir. Donc, cette guerre, je pense, durera à coup sûr, dans cette phase intense, en tout cas, plusieurs jours, peut-être plusieurs semaines. Et tout dépend aussi de la clarification que les uns et les autres font sur leur objectif final et, au fond, ce qu'on appelle l'effet final recherché. Je ne pense pas qu'on puisse avoir des changements profonds de régimes, de systèmes politiques uniquement par des bombardements. Par contre, si l'effet final recherché est de neutraliser des capacités balistique, une marine, c'est possible dans un temps de quelques semaines.

Pour la France, quel est l'objectif ? Nous, nous ne faisons pas partie de cette offensive. Nous, notre objectif, c'est d'abord de protéger nos ressortissants, je vous l'ai dit, et nous nous mettons en situation de pouvoir les protéger pour des semaines, des mois, si c'était nécessaire. Ensuite, c'est d'être aux côtés des pays qui sont nos alliés, nos amis, s'ils devaient encore être sous la pression et sous le feu. Et c'est tout particulièrement ce qui, pour la Méditerranée orientale, est clé, de nous mettre en situation aussi d'aider le Liban qui est sous une forte pression aujourd'hui.

Et puis, la troisième chose, c'est d'assurer ces missions, dans la durée, de liberté de circulation et de sûreté maritimes. Donc, voilà, si je puis dire, nos objectifs. Ils sont clairs. C'est dans ce cadre-là que nous opérons et nous nous mettons en situation de pouvoir durer et d'avoir le maximum d'options à notre main. Et cela, la France peut le faire parce qu'elle a un groupe aéronaval comme celui-ci, parce qu'elle a les frégates qui l'accompagnent et parce qu'elle sait agréger autour d'elle des partenaires européens. C'est notre force.

Et je veux remercier les partenaires européens qui sont avec nous. Comme je vous le disais, au moment où je vous parle, nous aurons fini dans les 48 prochaines heures les déploiements. Nous aurons dans cette région, c'est-à-dire Méditerranée orientale, Mer Rouge jusqu'au détroit d'Ormuz, huit frégates, deux porte-hélicoptères amphibies et le porte-avions Charles de Gaulle, avec évidemment tous les moyens aériens qui l'accompagnent. C'est trois Hawkeyes, vingt Rafales, trois hélicoptères qui sont ici sur le porte-avions.

Journaliste

Pour mesurer l'intensité du conflit, est-ce qu'on continue d'intercepter des drones au-dessus des pays du Golfe ? Combien en a-t-on interceptés ? Et puis, est-ce que, selon vous, on est rentrés dans une guerre asymétrique ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, il y a eu des interceptions qui ont continué ces derniers jours. Il appartient aux pays concernés de donner les chiffres qu'ils veulent donner. Nous le faisons, nous, dans le cadre des partenariats qui sont les nôtres. Et on continue aussi d'apporter les systèmes de défense anti-aériens. Je ne qualifierais pas plus que cela la situation. Il y a des risques d'escalade aujourd'hui qui existent, en tout cas. C'est clair. Des risques d'escalade géographique, des risques d'escalade quand je vois que, ces derniers jours, des infrastructures ont été touchées, en particulier des usines de désalinisation, en plus des moyens aussi de production d'hydrocarbures. Donc, tout cela montre que la situation demeure extrêmement volatile. Elle est fragile.

C'est aussi pour cela qu'au-delà de ces missions strictement défensives que la France assure et auxquelles elle contribue avec ses partenaires, nous voulons coordonner les choses au niveau économique. La France, comme vous le savez, depuis le 1er janvier, à la présidence du G7, s'est tenue aujourd'hui une réunion des ministres des Finances. Demain, une coordination se fera entre ministres de l'Énergie. J'ai proposé qu'on ait une coordination entre chefs d'État et de gouvernement pour pouvoir, là aussi, essayer d'optimiser les choses avec nos réserves stratégiques, avec des prises de décisions coordonnées, d'essayer d'atténuer l'impact sur les prix du gaz et du pétrole, autant que nous le pouvons. C'est important parce que, pour beaucoup de nos compatriotes qui nous écoutent, l'impact de cette guerre se fait déjà ressentir dans les prix à la pompe et se fera ressentir aussi sur les prix du gaz dans les semaines qui viennent.

Journaliste

Piocher dans les réserves stratégiques, c'est la solution que vous privilégieriez ?

Emmanuel MACRON

D'abord, il y a une coordination à faire. Il est important, au-delà du G7, même plus largement, que les pays coopèrent. Toutes les mesures de restriction de l'export créent des problèmes parce qu'elles disloquent un peu le marché mondial et donc elles créent des emballements de prix. Par notre coordination, qu'on puisse réduire la volatilité et les effets de spéculation. Et ensuite, les pays du G7 ont en effet des réserves stratégiques. Elles sont faites pour ça, pour piloter les choses dans les moments de tension. Donc, il faudra le faire avec les éléments objectifs qui nous seront donnés par l'Agence internationale de l'énergie et en étant coordonnés. Mais je pense qu'on s'oriente, en tout cas, vers des mesures techniques de cet ordre.

Journaliste

Ultime question. Qu'est-ce que vous pouvez dire aujourd'hui aux Français ? Il n'y aura jamais d'opération offensive dans ce conflit, menée par la France, même si des pays alliés nous le demandent et sont attaqués beaucoup plus massivement par l'Iran.

Emmanuel MACRON

Aujourd'hui, je peux dire aux Français que la France, dans ce grand désordre de la région, opère avec calme, méthode, au service de la protection de ses ressortissants, en partenariat avec ses alliés et de manière strictement défensive, et au service de la liberté de circulation, pour défendre, au fond, nos intérêts propres, nos ressortissants, notre sécurité et l'accès aux ressources dont on a besoin et l'économie mondiale, et puis pour être à la hauteur de nos responsabilités, c'est-à-dire aux côtés de nos partenaires et de ceux avec qui on a des accords de défense. Pas plus.

Journaliste

Et on ne sait pas comment la guerre peut évoluer ?

Emmanuel MACRON

Il y a le lot d'incertitudes qui va avec un tel conflit. La France n'a pas déclenché ce conflit, elle n'y est pas partie prenante. Mais nous agissons là comme puissance de paix, puissance d'équilibre. On défend les nôtres, on est aux côtés de nos alliés. Voilà le cadre strict dans lequel nous opérons aujourd'hui.

Journaliste

Merci, Monsieur le Président.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup et je remercie à nouveau tout l'équipage du Charles de Gaulle d'être là et d'avoir fait cette manœuvre qui est historique, de s'être redirigé depuis l'Atlantique Nord jusqu'à la Méditerranée dans un temps record. Il y a peu de marines qui font ça au monde, vous pouvez être fiers de la Marine nationale qui va fêter dans quelques semaines ses 400 ans. Merci beaucoup.